

DECLARATION DE PARLEMENTAIRES VENEZUELIENS

Publiée par "El Nacional", Caracas, 29 novembre 1977

ASSEZ DE CRIMES EN URUGUAY

Le 27 juin 1973, pour la première fois en quarante ans, on assiste à la rupture de l'ordre constitutionnel en Uruguay, provoquée par un coup d'Etat.

Une liste interminable d'arbitraires, d'illégalités et de crimes contre la personne humaine ont succédé à cette première rupture constitutionnelle qui, par le biais de la dissolution du Parlement, a engendré toutes les autres.

Depuis ce moment-là, les partis politiques ont été déclarés illégaux, plus de dix mille personnes ont été privées de leurs droits civils et, parmi elles, les dirigeants de tous les partis; les syndicats ont été déclarés illégaux, leurs dirigeants emprisonnés et leurs locaux transformés en centres de torture; l'université de la République a fait l'objet d'une intervention, ses bâtiments ont été violés, et ses recteurs et ses doyens ont connu la persécution, la prison et l'exil; l'autonomie du pouvoir judiciaire a été supprimée, des dizaines de juges déplacés, des milliers de professeurs et d'instituteurs démis de leurs fonctions, des centaines d'étudiants expulsés; plus de cinquante mille patriotes ont été emprisonnés, dont six mille sont toujours en détention.

La violation des droits de l'homme dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Non seulement on ne respecte pas les droits universellement reconnus, tels l'Habeas Corpus, l'inviolabilité du domicile ou l'extraterritorialité des délégations diplomatiques, mais on bafoue systématiquement les droits les plus élémentaires de la personne humaine.

La torture a été appliquée de façon généralisée à tous les prisonniers politiques; des milliers de dénonciations de torture et de détention sans motif ni procès ont été présentées, preuves à l'appui, devant les instances internationales qui s'occupent des droits de l'homme; des cas de disparition, de mort, d'assassinat, ont été dénoncés dans le monde entier.

Des personnalités comme le général Liber Seregni, candidat à la présidence (du Front élargi), le député et mathématicien José Luis Masseur, et des dirigeants syndicaux comme Gerardo Cuestas et Héctor Rodríguez, continuent d'être harcelés en permanence dans leur lieu de détention, dans le cadre d'un plan d'extermination qui semble avoir été conçu dans les camps de concentration nazis.

Plus de 45 cas de mort sous la torture ont été rapportés avec preuves à l'appui à des organisations comme Amnesty International, témoignage indiscutable et dramatique de la barbarie fasciste.

Il a quelques jours, le monde entier a appris avec stupéfaction l'enlèvement du journaliste et enseignant Julio Castro, âgé de 68 ans, qui a suivi une longue trajectoire démocratique et nationaliste, et dont nous supposons aujourd'hui qu'il a été assassiné, attendu que la dictature uruguayenne déclare cyniquement ne rien savoir à son sujet.

Notre propre souveraineté a été violée lorsqu'en juin 1976 la jeune enseignante Elena Quinteros, qui se trouve aujourd'hui détenue dans une prison uruguayenne, a été enlevée dans l'enceinte de notre ambassade à Montevideo, épisode qui a eu comme conséquence la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et l'Uruguay.

La terreur, la prison, la torture et le crime politique n'ont pas fait fléchir, cependant, le peuple uruguayen héroïque, qui demeure fidèle à l'idéal de liberté et de démocratie qui fut par le passé l'orgueil de l'Amérique.

Pour cette raison, nous appelons le peuple vénézuélien, ses dirigeants et les autorités nationales à manifester toute leur solidarité au peuple d'Artigas et à exiger le respect des droits de l'homme, la liberté des prisonniers politiques et le rétablissement de la démocratie en Uruguay.

SEN. RAMON J. VELASQUEZ
Presidente Comisión Política Exterior
Cámara del Senado

DIP. CARLOS CANACHE MATA
1er. Vicepresidente Cámara de Diputados.

DIP. DAVID MORALES BELLO
Presidente Comisión Política Interior
Cámara Diputados

DIP. EDUARDO FERNANDEZ
Jefe Fracción Parlamentaria COPEI.

DIP. TEODORO PETKOFF
Jefe Fracción Parlamentaria M.A.S.

SENADOR GODOFREDO GONZALEZ
Presidente del Partido Socialcristiano (CIPRI)

SEN. RAFAEL ANGEL CARTAYA
1er. Vicepresidente Cámara del Senado

SEN. LUIS BELTRAN PRIETO FIGUEROA
Presidente Comisión Cultura
Cámara del Senado

DIP. JAIME LUSINCHI
Jefe Fracción Parlamentaria
Acción Democrática

SEN. ORESTES DI GIACOMO
Fracción Parlamentaria M.E.P.

DIP. RAMON TENORIO SIFONTES
Jefe Fracción Parlamentaria U.R.D.

DIP. ROMULO HENRIQUEZ
Jefe Fracción Parlamentaria M.I.R.

SENADOR PEDRO PARIS MONTESINOS
SENADOR HUMBERTO HERNANDEZ
SENADOR CARLOS FELICE CASTILLO
SENADOR U. LOPEZ LUCENA
SENADOR POMPEYO MARQUEZ
SENADOR JOSE SANCHEZ N. JARES
SENADOR VIRGILIO TOSTA
SENADOR PEDRO TORRES
SENADOR ERWIN BURGUERA
SENADOR FERNANDO TRAVIESO
SENADOR LUIS AUGUSTO DUBUC
SENADOR ANTONIO LEIDENZ

DIPUTADO JOSE ANGEL CILIBERTO
DIPUTADO JOSE VARGAS
DIPUTADO ANDRÉS VIVAS TERAN
DIPUTADO ARMANDO GONZALEZ
DIPUTADO LUIS ESTEBAN REY
DIPUTADO LUIS EDUARDO GONZALEZ
DIPUTADO ELOY TORRES
DIPUTADO D. F. MAZA ZABALA
DIPUTADO JUAN BRUZUAL ACUÑA
DIPUTADO ISMENIA DE VILLALBA
DIPUTADO AMÉRICO CHACÓN
DIPUTADO ANSELMO NATALE
DIPUTADO ARGELIA LAYA
DIPUTADO JULIO FUENTES SERRANO
DIPUTADO PABLO MARIÑO
DIPUTADO A. GARCIA LEYBA
DIPUTADO VIRGILIO PIZANI
DIPUTADO EDMUNDO SANCHEZ VERDU
DIPUTADO PEDRO A. SALAZAR
DIPUTADO LEO MAGNO FLORES
DIPUTADO JESUS SOTO AMESTY
DIPUTADO CARMEN DE VALERA
DIPUTADO LUIS GONZALEZ HERRERA
DIPUTADO EUSTACIO GUEVARA
DIPUTADO CARLOS LUNA C.
DIPUTADO LUIS REMORINA
DIPUTADO LUIS GUEVARA
DIPUTADO PEDRO BRITO
DIPUTADO M. ROMERO ANTONI
DIPUTADO DOMINGO URBANA C.
EX DIPUTADO CESAR RONDON LOVERA
DIPUTADO DARIN RODRIGUEZ U.
DIPUTADO ANGEL LEON PAIVA
DIPUTADO RAMON GRANADILLO
DIPUTADO JUAN E. SERRANO M.
DIPUTADO A. ZERPA NIBABAL
DIPUTADO LUIS FERNANDO TURMERO
DIPUTADO RAFAEL GUERRA RAMOS
DIPUTADO FRANCISCO GODOY JORDAN
DIPUTADO ALI MORALES
DIPUTADO ABELARDO RAIDI
DIPUTADO FRANCISCO FELICE B.
DIPUTADO GUSTAVO MAR. HADO, C.I. 45.518
DIPUTADO AMÉRICO MARTIN
DIPUTADO MOISES MOLEIRO
DIPUTADO FELIX LUCAS
DIPUTADO CESAR ANTEAGA